

Les finances des collectivités territoriales,  
des groupements à fiscalité propre : PREMIERS RESULTATS 2011

Cette publication présente les premières estimations pour l'exercice 2011 des finances locales réalisées à partir des comptes définitifs et provisoires disponibles au 31 mars 2012.

Les **charges de fonctionnement** augmentent pour toutes les collectivités locales et leurs groupements pour atteindre près de 153 milliards d'euros en 2011. Le rythme de progression constaté en 2011 est légèrement supérieur à celui de 2010 (+2,7% contre +2,2%). La progression demeure significative concernant les charges de fonctionnement des communes (+2,3% en 2011 contre +0,6% en 2010) et des groupements à fiscalité propre (+4,5% en 2011 contre +5% en 2010).

Les **subventions et contingents** (61,7 milliards d'euros en 2011) représentent le premier poste de dépense pour toutes les collectivités et leurs groupements. Ce poste progresse en 2011 à un rythme légèrement inférieur à celui de l'exercice précédent (+2,9% en 2011 contre +3,1% en 2010) avec toutefois des disparités entre catégories. Ainsi, les subventions et contingents des départements<sup>1</sup> qui représentent 58% du total progressent de +3,2% entre 2010 et 2011 après +4,8% entre 2009 et 2010. Pour les régions (18% du total des subventions et contingents), la progression est plus faible (+1,3% en 2011 contre +0,4% en 2010).

Les **frais de personnel** augmentent, pour l'ensemble des collectivités et groupements, à un rythme légèrement inférieur (+2,4% en 2011 contre +2,9% en 2010). Pour les départements, une progression de +1,9% est attendue en 2011, contre +2,7% entre 2009 et 2010, portant les frais de personnel à 11,2 milliards d'euros en 2011. Les dépenses de personnel des régions progressent de +2,8% pour s'établir à 2,9 milliards (après une progression de +3,9% entre 2009 et 2010). Les frais de personnel des communes, qui s'élèvent à 33,2 milliards d'euros, soit 63% du total toutes

collectivités confondues, enregistrent une progression légèrement inférieure à celle de l'exercice précédent (+1,8% en 2011 contre +2,1% en 2010). Les charges de personnel restent dynamiques pour les groupements de communes (5,7 milliards d'euros) qui enregistrent une hausse de +7,0% en 2011 (+7,7% entre 2009 et 2010).

Les **charges financières** progressent en 2011 de +8,9% après deux années consécutives de diminution (-4,5% en 2010 et -10,9% en 2009) pour les collectivités et les groupements de communes. Cette hausse est liée à l'augmentation des taux d'intérêts et de l'encours de dette. Elle a été particulièrement marquée pour les départements et les régions dont l'encours de dette a progressé respectivement de 6 milliards et 4 milliards entre 2008 et 2011.

Les **produits de fonctionnement**, toutes structures confondues, progressent de +3,7% en 2011 (contre +4,0% entre 2009 et 2010) pour atteindre 185,5 milliards d'euros. Les produits de fonctionnement des communes progressent de +3,4% en 2011 (contre +2,4% entre 2009 et 2010). Ceux des régions continuent à progresser (+2,3% en 2011 contre +1,5% en 2010). Tout en demeurant à un niveau élevé, le rythme de progression des produits de fonctionnement ralentit pour les départements (+4,3% en 2011 contre +5,8% en 2010) et les groupements (+4,8% en 2011 contre +7,1% en 2010).

Concernant les **impositions locales**, les collectivités et les groupements ont perçu en 2011 pour la première fois les recettes fiscales issues du nouveau panier de ressources mis en place suite à la réforme de la fiscalité directe locale.

<sup>1</sup> composés principalement des prestations sociales (APA, RSA, PCH)

Pour établir une comparaison à champ constant entre les exercices 2010 et 2011, les montants enregistrés par les collectivités et les groupements au titre des mécanismes de garantie des ressources<sup>2</sup> ont été intégrés au montant des **impositions directes** qui s'élèvent à près de 73 milliards d'euros.

Les évolutions des impositions directes et indirectes entre 2010 et 2011 sont à analyser à l'aune des changements intervenus suite à la suppression de la taxe professionnelle. Ainsi, la variation de -0,4% des impositions locales, toutes collectivités et groupements confondus, recouvre des évolutions contrastées : les impositions directes des communes sont plus dynamiques (+4,3% en 2011 contre +3,2% en 2010) alors que les impositions directes des départements diminuent en 2011 de -11,1%, conséquence mécanique de la composition du nouveau panier de ressources pour ces collectivités.

Ce dernier comprend, en effet, à partir de 2011 l'attribution par l'Etat de la majeure partie des fractions de droits de mutations à titre onéreux (DMTO) et du produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) qu'il percevait jusqu'en 2010.

Le transfert de ces nouvelles impositions indirectes, conjugué à leur dynamisme (particulièrement dans le cas des DMTO), explique la progression de +28,0% des impôts indirects et autres taxes constatée en 2011 pour les départements. Cette évolution entraîne une progression en 2011 de +16,4% **des impôts indirects et autres taxes** pour l'ensemble des collectivités et des groupements pour atteindre 41 milliards d'euros.

Les **concours de l'Etat (hors DC RTP)** s'élèvent en 2011 à 49,1 milliards d'euros, soit 26% du total des produits de fonctionnement. Pour associer les collectivités territoriales à l'effort de maîtrise des dépenses publiques, la loi de finances pour 2011 a procédé au gel en valeur des concours financiers entrant dans l'enveloppe normée. Au sein de cette enveloppe, la dotation globale de fonctionnement progresse entre 2010 et 2011 de +0,2%.

Conséquence du dynamisme des produits par rapport aux charges, la **capacité d'autofinancement (CAF)**, toutes collectivités et groupements confondus, augmente de +8,5% en 2011 pour s'établir à 32,6 milliards d'euros. Le dynamisme de l'autofinancement est particulièrement soutenu pour les départements pour la deuxième année consécutive (+14,6% en 2011 et +24,0% entre 2009 et 2010). De même, les communes voient leur autofinancement croître de +9,0% en 2011. L'autofinancement des régions, pour sa part, progresse de +1,2% par rapport à 2010. Les groupements de communes enregistrent une moindre progression de l'autofinancement entre 2010 et 2011 (+5,7%) qu'entre 2009 et 2010 (+15,8%) sous l'effet du tassement des produits de fonctionnement en 2011 et du maintien de la progression des charges de fonctionnement à un niveau égal à celui de l'exercice passé.

Les **emplois d'investissement (hors dette)**, toutes collectivités confondus, soit près de 54 milliards d'euros, enregistrent une progression de +3,7% après un repli de -8,2% en 2010. Cette progression est particulièrement sensible pour les communes et les groupements (respectivement +6,1% et +10,6% en 2011) après un exercice 2010 qui avait vu notamment, les emplois d'investissement communaux (hors dette) reculer de 5,2%. Les emplois d'investissement hors remboursement de dette des régions progressent très légèrement en 2011 (+1,5%). En revanche, les dépenses d'investissement continuent à diminuer pour les départements (-3,9%) en 2011 mais moins fortement qu'entre 2009 et 2010 (-14%).

Les **dépenses d'équipement**, toutes collectivités confondus, augmentent de +3,9% en 2011 après la diminution de -7,7% enregistrée entre 2009 et 2010. Le bloc communal demeure le principal investisseur du secteur local en réalisant 74% du total de dépenses.

Les communes, qui contribuent à hauteur de 75% des dépenses d'équipement du bloc communal, voient leurs dépenses augmenter de +6,9% en 2011 après avoir enregistré une baisse de -5,1% entre 2009 et 2010.

<sup>2</sup> Fonds de garantie individuelle de ressource (FNGIR) et dotation de compensation de la taxe professionnelle (DC RTP)

L'investissement des groupements progresse de +11,9% en 2011 après un recul de -2,4% en 2010. Les dépenses d'équipement 2011 des départements et des régions baissent pour la deuxième année consécutive (-6,4% pour les départements et -5,9% pour les régions).

Les **subventions d'équipement** sont principalement versées par les départements et les régions. Ces deux types de collectivités représentent 78% du total des subventions versées principalement aux communes et groupements de communes.

Ainsi, sur un total de 12,8 milliards d'euros de subventions versées, près de 5 milliards ont pour bénéficiaire une autre structure de la sphère locale. Ce type de dépense progresse de +1,5% en 2011.

Les **ressources d'investissement** (hors emprunt) stagnent quasiment entre 2010 et 2011 (+0,4%). Les recettes issues du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (**FCTVA**) diminuent de -11,9%. Ce recul est la conséquence du ralentissement de l'investissement constaté en 2010 pour l'ensemble des collectivités et groupements.

**Les autres dotations et subventions** progressent de +2,4% entre 2010 et 2011. Près de la moitié ont pour origine une autre collectivité locale.

Les ressources d'investissement hors emprunt et l'autofinancement, première source de financement de l'investissement, ne permettent pas d'assurer la couverture totale des emplois d'investissement. Les collectivités ont donc eu recours à l'emprunt à hauteur de près de 16 milliards d'euros. Dans le même temps, 12,4 milliards d'euros ont été remboursés. L'endettement des collectivités a par conséquent augmenté de 3,6 milliards d'euros en 2011.

## TABLEAU DE SYNTHÈSE

### Ensemble des collectivités

(budgets principaux des communes, départements, régions  
et groupements de communes)

| DEPENSES  |                                  |  |                                   | RECETTES  |                                  |  |                                   |
|---|----------------------------------|--|-----------------------------------|---|----------------------------------|--|-----------------------------------|
|   | Estimation réalisations 2011 (1) | Evolution des réalisations 2011/2010 (2) (%) | Evolution 2010/2009 définitif (%) |   | Estimation réalisations 2011 (1) | Evolution des réalisations 2011/2010 (2) (%) | Evolution 2010/2009 définitif (%) |
| <b>Charges de fonctionnement dont :</b>             | 152 861                          | +2,7%  | +2,2%                             | <b>Produits de fonctionnement dont :</b>                        | 185 516                          | +3,7%  | +4,0%                             |
| Achats et charges externes                          | 29 139                           | +2,2%  | +1,4%                             | Impôts directs (y compris DCRTP et reversement/prélèvement GIR) | 72 923                           | -0,4%  | +4,3%                             |
| Frais de personnel                                  | 52 994                           | +2,4%  | +2,9%                             | Impôts indirects et autres taxes                                | 41 180                           | +16,3%                                       | +9,5%                             |
| Subventions et contingents                          | 61 676                           | +2,9%  | +3,1%                             | Concours de l'Etat (hors DCRTP)                                 | 49 131                           | -0,6%  | +1,4%                             |
| Charges financières                                 | 4 255                            | +8,9%  | -4,5%                             | <i>dont DGF</i>   | 40 961                           | +0,2%  | +0,8%                             |
|   |                                  |  |                                   | Subventions et participations                                   | 8 261                            | +1,7%  | +0,5%                             |
|   |                                  |  |                                   | <b>Capacité d'autofinancement</b>                               | 32 655                           | +8,5%  | +13,4%                            |
| <b>Emplois d'investissement (hors dette) dont :</b> | 53 927                           | +3,7%  | -8,2%                             | <b>Ressources d'investissement (hors emprunts) dont :</b>       | 20 249                           | +0,4%  | -15,3%                            |
| Dépenses d'équipement                               | 38 194                           | +3,9%  | -7,7%                             | FCTVA   | 4 789                            | -11,9%                                       | -39,5%                            |
| Subventions d'équipement versées                    | 12 788                           | +1,5%  | -9,1%                             | Autres dotations et subventions                                 | 9 976                            | +2,4%  | -5,1%                             |
| <b>Remboursement d'emprunt</b>                      | 12 432                           | +3,5%  | -0,3%                             | <b>Emprunts souscrits</b>                                       | 15 847                           | -1,3%  | -16,8%                            |

**Notes :**

- (1) l'estimation 2011 est calculée à partir des balances définitives 2011 centralisées au 31 mars 2012 et des balances provisoires 2011 centralisées à la même date,

- (2) évolution constatée en exécution entre l'estimation 2011 et les données définitives 2010.

TABLEAUX DETAILLES

Tableau 1.1 : les communes (budgets principaux seuls)

| DEPENSES  |                                  |  |                                   | RECETTES  |                                  |  |                                   |
|---|----------------------------------|--|-----------------------------------|---|----------------------------------|--|-----------------------------------|
|   | Estimation réalisations 2011 (1) | Evolution des réalisations 2011/2010 (2) (%) | Evolution 2010/2009 définitif (%) |   | Estimation réalisations 2011 (1) | Evolution des réalisations 2011/2010 (2) (%) | Evolution 2010/2009 définitif (%) |
| <b>Charges de fonctionnement dont :</b>             | 63 853                           | +2,3%  | +0,6%                             | <b>Produits de fonctionnement dont :</b>                        | 77 011                           | +3,4%  | +2,4%                             |
| Achats et charges externes                          | 16 219                           | +2,1%  | +0,6%                             | Impôts directs (y compris DCRTP et reversement/prélèvement GIR) | 30 968                           | +4,3%  | +3,2%                             |
| Frais de personnel                                  | 33 199                           | +1,8%  | +2,1%                             | Fiscalité reversée par les GFP                                  | 9 718                            | +12,2%                                       | +5,7%                             |
| Subventions et contingents                          | 9 592                            | +3,1%  | -0,5%                             | Impôts indirects et autres taxes                                | 6 403                            | +7,1%  | +8,1%                             |
| Charges financières                                 | 2 189                            | +7,3%  | -8,0%                             | Concours de l'Etat (hors DCRTP)                                 | 19 229                           | -1,2%  | -0,0%                             |
|   |                                  |  |                                   | - dont péréquation et compensations fiscales                    | 2 442                            | -5,7%  | +3,4%                             |
|   |                                  |  |                                   | - dont DGF  | 16 383                           | -0,7%  | -0,4%                             |
|   |                                  |  |                                   | Subventions et participations                                   | 2 914                            | -1,7%  | +2,4%                             |
|   |                                  |  |                                   | <b>Capacité d'autofinancement</b>                               | 13 157                           | +9,0%  | +12,8%                            |
| <b>Emplois d'investissement (hors dette) dont :</b> | 24 276                           | +6,1%  | -5,2%                             | <b>Ressources d'investissement (hors emprunts) dont :</b>       | 11 383                           | -0,9%  | -11,9%                            |
| Dépenses d'équipement                               | 21 702                           | +6,9%  | -5,1%                             | FCTVA   | 2 494                            | -13,9%                                       | -39,1%                            |
| Subventions d'équipement versées                    | 1 305                            | -0,7%  | -3,8%                             | Autres dotations et subventions                                 | 5 384                            | +5,0%  | -6,0%                             |
| <b>Remboursement d'emprunt</b>                      | 5 898                            | +1,4%  | +4,0%                             | <b>Emprunts souscrits</b>                                       | 6 480                            | +1,1%  | -5,0%                             |

Tableau 1.2 : les communes (consolidation budgets principaux et budgets annexes)

| DEPENSES                                     |                                  |  |                                   | RECETTES   |                                  |  |                                   |
|--|----------------------------------|--|-----------------------------------|--|----------------------------------|--|-----------------------------------|
|  | Estimation réalisations 2011 (1) | Evolution des réalisations 2011/2010 (2) (%) | Evolution 2010/2009 définitif (%) |  | Estimation réalisations 2011 (1) | Evolution des réalisations 2011/2010 (2) (%) | Evolution 2010/2009 définitif (%) |
| <b>Charges de fonctionnement</b>             | 66 836                           | +2,4%  | +0,6%                             | <b>Produits de fonctionnement</b>                  | 81 328                           | +3,4%  | +2,3%                             |
| <b>Emplois d'investissement (hors dette)</b> | 27 127                           | 5,7%   | -5,1%                             | <b>Ressources d'investissement (hors emprunts)</b> | 12 505                           | -1,5%  | -11,4%                            |
| <b>Remboursement d'emprunt</b>               | 6 641                            | +1,1%  | 3,3%                              | <b>Emprunts souscrits</b>                          | 7 720                            | 1,9%   | -5,4%                             |

Notes :

(1) l'estimation 2011 est calculée à partir des balances définitives 2011 centralisées au 31 mars 2012 et des balances provisoires 2011 centralisées à la même date

(2) évolution constatée en exécution entre l'estimation 2011 et les données définitives 2010.

**Tableau 2.1 : les groupements à fiscalité propre (budgets principaux seuls)**

| DEPENSES  |                                  |  |                                   | RECETTES   |                                  |  |                                   |
|---|----------------------------------|--|-----------------------------------|--|----------------------------------|--|-----------------------------------|
|   | Estimation réalisations 2011 (1) | Evolution des réalisations 2011/2010 (2) (%) | Evolution 2010/2009 définitif (%) |  | Estimation réalisations 2011 (1) | Evolution des réalisations 2011/2010 (2) (%) | Evolution 2010/2009 définitif (%) |
| <b>Charges de fonctionnement dont :</b>             | 17 982                           | +4,5%  | +5,0%                             | <b>Produits de fonctionnement dont :</b>                               | 23 026                           | +4,8%  | +7,1%                             |
| Achats et charges externes                          | 5 498                            | +2,6%  | +4,5%                             | Impôts directs perçus (y compris DCRTP et reversement/prélèvement GIR) | 16 834                           | +5,8%  | +8,7%                             |
| Frais de personnel                                  | 5 766                            | +7,0%  | +7,7%                             | Fiscalité reversée aux communes  | 9 718                            | +12,2%                                       | +5,7%                             |
| Subventions et contingents                          | 5 032                            | +3,4%  | +5,3%                             | Impôts indirects et autres taxes                                       | 4 234                            | -1,4%  | +5,4%                             |
| Charges financières                                 | 636                              | +13,0%                                       | -6,5%                             | Concours de l'Etat (hors DCRTP)  | 7 744                            | +1,7%  | +4,2%                             |
|   |                                  |  |                                   | - dont péréquation et compensations fiscales                           | 791                              | -0,6%  | +1,6%                             |
|   |                                  |  |                                   | - dont DGF   | 6 917                            | +2,1%  | +4,6%                             |
|   |                                  |  |                                   | Subventions et participations  | 886                              | -0,5%  | +6,4%                             |
|   |                                  |  |                                   | <b>Capacité d'autofinancement</b>                                      | 5 044                            | +5,7%  | +15,8%                            |
| <b>Emplois d'investissement (hors dette) dont :</b> | 8 915                            | +10,6%                                       | +1,0%                             | <b>Ressources d'investissement (hors emprunts) dont :</b>              | 3 488                            | +12,6%                                       | -11,4%                            |
| Dépenses d'équipement                               | 6 570                            | +11,9%                                       | -2,4%                             | FCTVA  | 692                              | -0,6%  | -20,0%                            |
| Subventions d'équipement versées                    | 1 509                            | +4,7%  | +18,0%                            | Autres dotations et subventions  | 1 797                            | +10,3%                                       | -6,9%                             |
| <b>Remboursement d'emprunt</b>                      | 1 535                            | -2,2%  | +1,0%                             | <b>Emprunts souscrits</b>  | 2 658                            | +26,3%                                       | -15,4%                            |

**Tableau 2.2 : les groupements à fiscalité propre (consolidation budgets principaux et budgets annexes)**

| DEPENSES                                     |                                  |  |                                   | RECETTES   |                                  |  |                                   |
|--|----------------------------------|--|-----------------------------------|--|----------------------------------|--|-----------------------------------|
|  | Estimation réalisations 2011 (1) | Evolution des réalisations 2011/2010 (2) (%) | Evolution 2010/2009 définitif (%) |  | Estimation réalisations 2011 (1) | Evolution des réalisations 2011/2010 (2) (%) | Evolution 2010/2009 définitif (%) |
| <b>Charges de fonctionnement</b>             | 24 253                           | +7,8%  | +5,0%                             | <b>Produits de fonctionnement</b>                  | 31 238                           | +7,0%  | +7,1%                             |
| <b>Emplois d'investissement (hors dette)</b> | 13 123                           | 10,9%  | 1,2%                              | <b>Ressources d'investissement (hors emprunts)</b> | 5 104                            | 11,2%  | -9,6%                             |
| <b>Remboursement d'emprunt</b>               | 2 517                            | -1,1%  | 4,1%                              | <b>Emprunts souscrits</b>                          | 4 384                            | 14,9%  | -7,0%                             |

Notes :

(1) l'estimation 2011 est calculée à partir des balances définitives 2011 centralisées au 31 mars 2012 et des balances provisoires 2011 centralisées à la même date,

(2) évolution constatée en exécution entre l'estimation 2011 et les données définitives 2010.

Tableau 3 : les départements (budgets principaux seuls)

| DEPENSES  |                                  |  |                                   | RECETTES  |                                  |  |                                   |
|---|----------------------------------|--|-----------------------------------|---|----------------------------------|--|-----------------------------------|
|   | Estimation réalisations 2011 (1) | Evolution des réalisations 2011/2010 (2) (%) | Evolution 2010/2009 définitif (%) |   | Estimation réalisations 2011 (1) | Evolution des réalisations 2011/2010 (2) (%) | Evolution 2010/2009 définitif (%) |
| <b>Charges de fonctionnement dont :</b>             | 54 313                           | +2,7%  | +3,6%                             | <b>Produits de fonctionnement dont :</b>                        | 63 191                           | +4,3%  | +5,8%                             |
| Achats et charges externes                          | 5 631                            | +0,0%  | -0,9%                             | Impôts directs (y compris DCRTP et reversement/prélèvement GIR) | 20 059                           | -11,1%                                       | +2,8%                             |
| Frais de personnel                                  | 11 167                           | +1,9%  | +2,7%                             | Impôts indirects et autres taxes                                | 22 806                           | +28,0%                                       | +15,3%                            |
| Subventions et contingents                          | 35 745                           | +3,2%  | +4,8%                             | Concours de l'Etat (hors DCRTP)                                 | 13 560                           | -1,3%  | +2,1%                             |
| Charges financières                                 | 864                              | +7,8%  | +3,5%                             | - dont péréquation et compensations fiscales                    | 918                              | -20,5%                                       | +24,0%                            |
|   |                                  |  |                                   | - dont DGF  | 12 212                           | +0,5%  | +0,6%                             |
|   |                                  |  |                                   | Subventions et participations                                   | 4 003                            | +6,6%  | -1,5%                             |
|   |                                  |  |                                   | <b>Capacité d'autofinancement</b>                               | 8 878                            | +14,6%                                       | +24,0%                            |
| <b>Emplois d'investissement (hors dette) dont :</b> | 11 991                           | -3,9%  | -14,0%                            | <b>Ressources d'investissement (hors emprunts) dont :</b>       | 3 269                            | -3,5%  | -26,2%                            |
| Dépenses d'équipement                               | 6 963                            | -6,4%  | -13,4%                            | FCTVA   | 1 062                            | -13,4%                                       | -45,4%                            |
| Subventions d'équipement versées                    | 4 637                            | -2,1%  | -14,3%                            | Autres dotations et subventions                                 | 1 566                            | -5,0%  | -10,4%                            |
| <b>Remboursement d'emprunt</b>                      | 3 257                            | +7,0%  | +3,5%                             | <b>Emprunts souscrits</b>                                       | 3 877                            | -19,5%                                       | -25,0%                            |

Tableau 4 : les régions (budgets principaux seuls)

| DEPENSES  |                                  |  |                                   | RECETTES  |                                  |  |                                   |
|---|----------------------------------|--|-----------------------------------|---|----------------------------------|--|-----------------------------------|
|   | Estimation réalisations 2011 (1) | Evolution des réalisations 2011/2010 (2) (%) | Evolution 2010/2009 définitif (%) |   | Estimation réalisations 2011 (1) | Evolution des réalisations 2011/2010 (2) (%) | Evolution 2010/2009 définitif (%) |
| <b>Charges de fonctionnement dont :</b>             | 16 712                           | +2,7%  | +1,7%                             | <b>Produits de fonctionnement dont :</b>                        | 22 288                           | +2,3%  | +1,5%                             |
| Achats et charges externes                          | 1 791                            | +10,1%                                       | +8,2%                             | Impôts directs (y compris DCRTP et reversement/prélèvement GIR) | 5 062                            | -0,3%  | +3,5%                             |
| Frais de personnel                                  | 2 862                            | +2,8%  | +3,9%                             | Impôts indirects et autres taxes                                | 7 736                            | +5,9%  | +0,5%                             |
| Subventions et contingents                          | 11 307                           | +1,3%  | +0,4%                             | Concours de l'Etat (hors DCRTP)                                 | 8 597                            | -0,2%  | +1,2%                             |
| Charges financières                                 | 566                              | +12,6%                                       | +0,8%                             | - dont péréquation et compensations fiscales                    | 180                              | -8,7%  | -1,4%                             |
|   |                                  |  |                                   | - dont DGF  | 5 449                            | -0,0%  | +0,6%                             |
|   |                                  |  |                                   | Subventions et participations                                   | 459                              | -11,3%                                       | -4,6%                             |
|   |                                  |  |                                   | <b>Capacité d'autofinancement</b>                               | 5 576                            | +1,2%  | +0,7%                             |
| <b>Emplois d'investissement (hors dette) dont :</b> | 8 746                            | +1,5%  | -14,4%                            | <b>Ressources d'investissement (hors emprunts) dont :</b>       | 2 109                            | -3,5%  | -18,2%                            |
| Dépenses d'équipement                               | 2 958                            | -5,9%  | -17,6%                            | FCTVA   | 540                              | -12,8%                                       | -44,5%                            |
| Subventions d'équipement versées                    | 5 337                            | +4,6%  | -11,1%                            | Autres dotations et subventions                                 | 1 229                            | -8,0%  | +9,3%                             |
| <b>Remboursement d'emprunt</b>                      | 1 741                            | +10,3%                                       | -19,3%                            | <b>Emprunts souscrits</b>                                       | 2 833                            | +3,6%  | -25,0%                            |

Notes :

- (1) l'estimation 2011 est calculée à partir des balances définitives 2011 centralisées au 31 mars 2012 et des balances provisoires 2011 centralisées à la même date,
- (2) évolution constatée en exécution entre l'estimation 2011 et les données définitives 2010



**Précisions méthodologiques :**

La présente note décrit les premiers résultats pour l'exercice 2011 des finances locales (communes, groupements de communes<sup>3</sup>, départements et régions).

Elle présente les montants attendus en 2011 pour les principales masses financières des collectivités et groupements à fiscalité propre ainsi que les évolutions observées entre les montants estimés de 2011 et les données définitives de 2010. Les données de 2011 sont estimées à partir des balances définitives centralisées à la date du 31 mars 2012 dans l'infocentre de la DGFIP ou de la balance incluant les opérations de la journée complémentaire, pour les collectivités et établissements n'ayant pas clôturé leurs comptes à cette date.

Afin de faciliter l'analyse, la note rappelle, pour chaque poste de dépense ou de recette, l'évolution enregistrée entre les données définitives de 2009 et celles de 2010.

L'activité de nombreux services publics des communes et des groupements de communes, notamment les services industriels et commerciaux, est retracée dans des budgets annexes. Aussi, afin de fournir une vision la plus complète possible des finances du « bloc communal », un tableau regroupant les données des budgets principaux et des budgets annexes est présenté, en plus des données des budgets principaux seuls, pour ces deux catégories de collectivités.

Afin d'éliminer les doubles comptes, les opérations réciproques entre les deux types de budgets retracés dans les comptabilités ont été neutralisées.

Enfin, pour retracer les interactions entre collectivités, le tableau de synthèse reprenant les données des budgets principaux de l'ensemble des collectivités fait apparaître, pour les subventions de fonctionnement et d'investissement, les montants correspondant à des opérations nouées entre collectivités comprises dans le champ de la présente note.

<sup>3</sup> Communautés urbaines, communautés de communes, communautés d'agglomération, syndicats d'agglomérations nouvelles